

ARRETE :

Article premier. – Mme N'GUESSAN née BENIE Denise Kodjo (mle 294.603-E), née 15 mai 1970 admise au concours de recrutement pour l'accès à l'emploi de Sage-Femme diplômée d'Etat, au titre de l'année 2002, est nommée au grade B3, dans l'emploi de Sage-Femme diplômée d'Etat, catégorie B, 2^e classe, 1^{er} échelon stagiaire, indice 530.

Art. 2. – Mme N'GUESSAN née BENIE Denise Kodjo, (mle 294.603-E), Sage-Femme diplômée d'Etat, 2^e classe, 1^{er} échelon stagiaire, est mise à la disposition du ministre d'Etat, ministre de la Santé et de la Population.

Art. 3. – Le présent arrêté qui prend effet à compter du 24 février 2003, date de prise de service de l'intéressée, sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 10 janvier 2005.

AKA KOFFI Bernard.

**MINISTRE DE LA PRODUCTION ANIMALE
ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**

ARRETE n° 19 MIPARH/DPE du 25 août 2005 portant agrément de la société CALYS pour la production et la commercialisation des œufs à couvrir et des poussins de volailles de basse cour.

LE MINISTRE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES,

Vu la loi n° 63-301 du 26 juin 1963 relative à la répression des fraudes, dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

Vu le décret n° 96-435 du 3 juin 1996 portant réglementation de la production et la commercialisation des œufs à couvrir et des poussins de volailles de basse-cour ;

Vu le décret n° 2003-349 du 15 septembre 2003 modifiant et complétant le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale ;

Vu l'arrêté n° 163/MINAGRA du 14 août 1996, relatif à l'agrément des opérateurs économiques intervenant dans la production, l'importation et la commercialisation des œufs à couvrir et des poussins de volailles de basse-cour ;

Vu le dossier présenté par le demandeur à la date du 18 mai 2005 ;

Vu le rapport de visite technique du 7 juillet 2005 établi par la Direction des Productions d'Elevage,

ARRETE :

Article premier. – La société CALYS, 18 B.P. 742 Abidjan 18, est agréée pour une période d'un an renouvelable, en qualité de producteur et distributeur des œufs à couvrir et des poussins de volailles de basse-cour.

Art. 2. – La société CALYS doit tenir à jour des livres destinés à l'enregistrement quantitatif et qualitatif des entrées (œufs à couvrir ; et matériels d'entretien), sorties et destinations des

poussins d'un jour communiquer trimestriellement au ministère de la Production animale et des Ressources halieutiques, toutes les données statistiques concernant son activité et se prêter à tout contrôle des agents compétents.

Art. 3. – Le Directeur des Productions d'Elevage procède au renouvellement annuel de l'agrément par décision si les mesures précitées sont satisfaites.

Art. 4. – Sous peine de l'application des sanctions prévues par la loi n° 63-301 du 26 juin 1963 relative à la répression des fraudes, tout changement intervenant dans le lieu d'implantation de la société, son équipement ou la cessation de tout ou partie de ses activités devra être immédiatement porté à la connaissance du ministère de la Production animale et des Ressources Halieutiques.

Art. 5. – Le Directeur des Productions d'Elevage est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 25 août 2005.

KOUASSI Adjoumani.

**MINISTRE DE LA SOLIDARITE
DE LA SECURITE SOCIALE ET DES HANDICAPES**

ARRETE n° 28 du 18 août 2005 fixant les modalités de Paiement des prestations de la Branche retraite, du régime géré par l'IPS-CNPS.

LE MINISTRE DE LA SOLIDARITE, DE LA SECURITE SOCIALE ET DES HANDICAPES,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 99-476 du 2 août 1999 portant définition et organisation des institutions de prévoyance sociale ;

Vu la loi n° 99-477 du 2 août 1999, portant modification du code de prévoyance sociale ;

Vu le décret n° 2000-487 du 12 juillet 2000 portant création de l'institution de Prévoyance sociale dénommée «Caisse nationale de Prévoyance sociale» ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que complété par les décrets n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et n° 2003-349 du 15 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que complété par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-383 du 9 octobre 2003 portant organisation du ministère de la Solidarité, de la Sécurité sociale et des Handicapés ;

Vu le décret n° 2004-90 du 2 janvier 2004 entérinant la composition du Conseil d'Administration de l'Institution de Prévoyance sociale dénommée Caisse nationale de Prévoyance sociale ;

Vu le décret n° 2005-199 du 9 juin 2005 portant mensualisation du paiement des prestations de la branche retraite du régime géré par l'IPS-CNPS ;

Vu les délibérations du Conseil d'Administration de l'IPS-CNPS en date du 29 décembre 2000 ;

Vu l'avis du Conseil d'Administration de l'IPS-CNPS en date du 23 mars 2004, portant sur la mensualisation du paiement des prestations de la branche retraite ;

ARRETE :

Article premier. – En application de l'article 2 du décret n° 2005-199 du 9 juin 2005 portant mensualisation du paiement des prestations de la branche retraite du régime géré par l'IPS-CNPS, les modalités de paiement desdites prestations sont fixées ainsi qu'il suit par le présent arrêté.

Art. 2. – Les prestations de retraite à paiement périodique, dont le montant mensuel est supérieur ou égal à la somme de vingt cinq mille (25.000) Frs CFA, doivent être payés par virement sur un compte ouvert par le bénéficiaire auprès d'un établissement financier agréé.

Art. 3. – Les prestations de retraite à paiement périodique, dont le montant mensuel est inférieur à la somme de vingt cinq mille (25.000) Frs CFA, sont payées aux guichets de l'IPS-CNPS ou de ses partenaires financiers.

Toutefois, le paiement de ces prestations peut se faire par virement, sur simple demande des bénéficiaires. Dans ce cas, ils sont tenus d'ouvrir un compte auprès d'un établissement financier agréé.

Art. 4. Les frais d'ouverture et de gestion des comptes sont à la charge exclusive des bénéficiaires.

Art. 5. – En application des présentes dispositions, le Conseil d'Administration de l'IPS-CNPS doit initier toute action de contrôle et d'évaluation, visant à la maîtrise et au bon déroulement des opérations de paiement.

Art. 6. – Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, abroge toutes les dispositions antérieures contraires.

Art. 7. – Le Conseil d'Administration de l'IPS-CNPS est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 18 août 2005.

Clotilde Ohouochi YAPI.

DECISION n° 75/MSSSH/INFS portant fin de Formation des candidats admis au concours direct d'accès au Cycle de Formation des Educateurs spécialisés au titre de l'année 2002.

LE MINISTRE DE LA SOLIDARITE, DE LA SECURITE SOCIALE ET DES HANDICAPES,

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique ;

Vu la loi n° 98-388 du 2 juillet 1998 fixant les règles générales relatives aux Etablissements publics nationaux et portant création de catégories d'Etablissements publics ;

Vu le décret n° 91-652 du 9 octobre 1991 portant création et organisation d'un Etablissement public à caractère administratif dénommé Institut national de Formation sociale ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du Statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que complété par les décrets n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et n° 2003-349 du 15 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale ;

Vu le décret n° 2003-383 du 9 octobre 2003 portant organisation du ministère de la Solidarité, de la Sécurité sociale et des Handicapés ;

Vu l'arrêté n° 3734/MEFPPS/INFS du 9 avril 1998 fixant les modalités de préparation et d'obtention des diplômes d'Etat des Professions sociales ;

Vu les procès-verbaux du Jury d'admission aux examens de passage et du diplôme d'Etat des différents cycles de formation de l'Institut national de Formation sociale en date du 23 juillet et 14 octobre 2004 ;

DECIDE :

Article premier. – Ont achevé la formation des Educateurs spécialisés à l'Institut national de la Formation sociale (INFS) d'Abidjan, les personnes dont les noms suivent par ordre de mérite :

- AMANI épouse EBAGNERIN Danielle
- KOFFI Marthe Toymbee
- GAUBRY Djédjé Sylvain
- LOHORE Berthe
- KOUAKOU épouse INDAT Aya Juliette
- SEKONGO Dosonguimé Rodolphe
- KOUADIO Agathe Marie-Laure
- KONE Lagnimi Daniel
- AMIEPO Aboua Charles
- OKOU Dieu-Donné
- KOUAME N'Guessan Kouassi Alain
- KONAN Jean-Claude
- KORE Anne-Rose Sabine Emilienne Dabirhy
- KONIN Assoumou Brou Yah Michel
- KOUAME Ahou Monique
- KOMAN Alla Lucien
- KOFFI Ahoussi Koko Marie-A.
- KOUAME Kouadio Issoufou
- AGOU Jacques Olivier
- DJEDJE Alain José
- KOUAME Koffi Joseph
- MESSOU Guy Fabrice
- SOKORA Kebli Emmanuel
- AKRE Fabien Adobi
- YAPI Akpy Louis Farigoule
- BEUGRE Emien Abouyay Lambert
- KOUASSI Georges Junior
- KRAMO Félix Santhoni
- ANON Béda Gabin
- SOKO Yves Zahi
- KONAN Amany Michel Ange
- YEBOUE N'Douffou Jean Smith
- BLEU Touamé Bernard
- MOBIO Amon Celestin